
LA MONOCULTURE AVANCE DANS LE SUD-EST DE L'ASIE

« La caractéristique essentielle des plantations en régime de monoculture est que, en plus de déplacer d'autres options, elles détruisent leur propre base. Elles ne sont ni tolérantes des autres systèmes ni capables de se reproduire elles-mêmes de façon durable. » Ainsi parlait Vandana Shiva dans son essai de 1993, devenu un classique : « La monoculture de l'esprit ».

La monoculture existe pour accroître la productivité d'un produit, qu'il s'agisse de caoutchouc, de copeaux, de bois d'œuvre, d'huile de palme, de manioc ou de sucre. Or, si la productivité augmente du point de vue commercial, elle diminue du point de vue des populations locales.

Les copeaux de bois, la pâte et la monoculture

Shiva a écrit sur l'érosion des connaissances forestières locales provoquée par la foresterie « scientifique » et le remplacement de la diversité biologique par la monoculture. Les plantations d'eucalyptus en sont le meilleur exemple : des rangées uniformes d'arbres presque identiques, au taux de croissance prévisible, et dont le seul objet est la production de matière première pour les industries de la pâte, de la biomasse ou du bois.

Pourtant, comme le signale Shiva, « Partout les gens ont résisté à l'expansion des eucalyptus parce qu'il détruit l'eau, le sol et les systèmes alimentaires ». Elle donne l'exemple d'un programme de foresterie sociale financé par la Banque mondiale qui a été appliqué en l'État indien de Karnataka : en août 1983, le mouvement paysan Raitha Sangha a envahi la pépinière et arraché des millions de plants d'eucalyptus. À leur place, ils ont planté des tamariniers et des manguiers.

La résistance à la prolifération des plantations a pris le contre-pied de la foresterie scientifique qui avait supprimé toutes les espèces sauf une, l'eucalyptus. Les villageois ont réaffirmé que leurs besoins passaient avant le besoin de matière première de l'industrie papetière, et que leurs connaissances étaient plus importantes que celles des experts forestiers de la Banque mondiale et du gouvernement.

Des réactions semblables contre l'eucalyptus ont commencé aussi en Thaïlande dans les années 1980. Au cours de plusieurs manifestations, les villageois ont arraché des plants d'eucalyptus, brûlé des pépinières, marché, écrit des lettres, participé à des mobilisations, classé les arbres indigènes pour éviter qu'on les coupe et les remplace par des plantations, abattu les eucalyptus et rétabli les forêts communautaires.

À cette résistance on a souvent répondu de façon brutale. Les agriculteurs de Karnataka ont été arrêtés. En Thaïlande, plus d'une dizaine d'activistes de l'environnement ont été tués pendant la dernière décennie. La violence commence parfois avant même que les villageois protestent. À la fin des années 1980, une entreprise dénommée Arara Abadi qui appartenait au géant papetier indonésien Asia Pulp & Paper (APP) a commencé à s'approprier des terres voisines du village de Mandiangin, à Sumatra. Elle s'emparait tout simplement des terres des autochtones sakai et malay, sans compensation aucune. Des policiers armés et des fonctionnaires militaires ont participé aux

réunions de l'entreprise avec les villageois. Dans un rapport rédigé en 2003, Human Rights Watch témoigne de l'intimidation et de la violence qu'ont dû subir les habitants de la zone des plantations d'APP. Un villageois a dit à Human Rights Watch : « Nous apprenions souvent que quelqu'un avait été arrêté ou qu'il avait tout simplement disparu. Alors, quand ils sont venus avec leurs armes nous n'avons pas dit un mot ». L'entreprise avait imposé une monoculture de l'opinion, comme elle avait imposé la monoculture d'arbres à croissance rapide.

D'après les commentaires, APP aurait l'intention d'étendre ses activités au Cambodge et au Vietnam. En 2004, APP a montré au Cambodge sa peu séduisante tête, par le biais d'une entreprise dénommée Green Elite qui prévoyait de planter 18 300 hectares d'acacias à l'intérieur du parc national Botum Sokor. Green Elite a été flanquée à la porte, mais elle avait déjà abattu plusieurs hectares de forêt de *Melaleuca* et commencé à construire une fabrique de copeaux de bois.

En 2007, Green Elite a été autorisée à établir 70 000 hectares de plantations d'arbres à croissance rapide dans la province vietnamienne de Nghe An. Le travail est fait par une filiale de l'entreprise, dénommée InnovGreen Nghe An. Les plantations avancent, et InnovGreen prévoit de faire 349 000 hectares de plantations industrielles dans six provinces du Vietnam.

La Golden One Company, qui aurait des liens avec APP, vise à établir des plantations industrielles d'arbres au Laos. L'entreprise a délimité une surface d'environ 12 000 hectares dans le district de Samuoi, province de Salavan, mais on ignore quelle est exactement la situation de la concession.

Le pouvoir écrasant du caoutchouc

Ces dernières années, d'énormes étendues de terres ont été affectées à la monoculture d'hévéas, en Chine, au Laos, en Thaïlande, au Cambodge et en Birmanie. D'après un article publié en 2009 dans le magazine *Science*, en Chine cette expansion a été encouragée surtout pour remplacer la culture itinérante. Les gouvernements ont tendance à voir cette méthode agricole comme « un système destructeur qui provoque la dégradation et la diminution des forêts », et ils ont donc favorisé son remplacement par des plantations. Ironiquement, cela se fait souvent au nom du « reboisement », alors que, sauf la présence d'arbres, les plantations qui en résultent n'ont rien à voir avec les forêts.

Les auteurs de l'article de *Science*, Alan Ziegler et ses collègues de l'Université nationale de Singapour, estiment que 500 000 hectares de forêt d'altitude ont été transformés en plantations d'hévéas dans les cinq pays mentionnés.

Ils affirment que les plantations de caoutchouc pourraient avoir de graves effets sur l'environnement : diminution de la diversité biologique, réduction des stocks de carbone, pollution et dégradation des réserves d'eau locales. Ziegler fait maintenant de nouvelles recherches, avec des chercheurs thaïlandais et cambodgiens, au sujet des impacts des plantations d'hévéas sur la circulation de l'eau et du carbone.

Avec l'augmentation du prix du caoutchouc et de la demande, la surface des plantations est en train de s'élargir. En 2009, les exportations de caoutchouc du Cambodge ont augmenté de 36 %. Des sociétés vietnamiennes prévoient de planter 200 000 hectares d'hévéas en Birmanie.

La monoculture de produits alimentaires

Entre 2006 et 2008, les prix internationaux des aliments sont montés en flèche, et ce pour plusieurs

raisons. L'augmentation du prix du pétrole en est une. La demande de cultures alimentaires pour la production de biocarburants en est une autre. La troisième est que les spéculateurs financiers de Goldman Sachs et d'autres banques se sont retirés du secteur des prêts hypothécaires à risque et ont investi énormément d'argent dans les produits alimentaires, faisant monter aussi le prix des aliments.

Mais il y a une quatrième raison de l'augmentation des prix des aliments, et elle se trouve dans les rizières vietnamiennes. Le Vietnam est le troisième exportateur de riz du monde. Or, une épidémie de maladie et de ravageurs s'est abattue sur les rizières du pays, de sorte que la production mondiale de riz a diminué.

Là encore, le problème réside dans la monoculture. L'agriculture moins intensive et beaucoup moins vulnérable aux ravageurs et aux maladies que la monoculture. Vandana Shiva nous en avait alertés en 1993 : « En détruisant la diversité, on a détruit les moyens dont disposait la nature pour contrôler les ravageurs ; ainsi, les semences 'miraculeuses' de la révolution verte sont devenues le moyen de créer de nouveaux ravageurs et de nouvelles maladies ».

Monoculture « durable » ?

La plupart du temps, la réaction du mouvement écologiste contre les plantations en régime de monoculture a consisté surtout à exiger ce qu'on appelle « durabilité ». Par exemple, au début de cette année, le WWF a formulé le « Projet de plantations de deuxième génération », grâce auquel il travaillera avec les entreprises de pâte et de papier à la promotion de plantations « bien gérées et situées au bon endroit » et susceptibles de contribuer au développement durable ». Le WWF aidera une des sociétés concernées, Stora Enso, à élargir de 160 000 hectares ses plantations en Chine. Or, les plantations de Stora Enso dans ce pays ont été très controversées, et elles ont abouti à une série de disputes territoriales et à des violences contre un avocat qui représentait les agriculteurs locaux.

Ce mot bizarre, « durabilité », a dévoré une bonne partie du mouvement écologiste, engloutissant des activistes et recrachant des cadres costumés qui se baladent de fiesta d'affaires en fiesta d'affaires.

Il y a d'abord le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD) dont le président travaille pour Shell et qui compte parmi ses 200 entreprises membres des modèles de vertu écologique tels que Sappi, Mondi, Stora Enso, Weyerhaeuser, MeadWestvaco, Veracel et Fibria (comme on appelle ces jours-ci Aracruz Celulose). Le WBCSD a un projet de « industrie de produits forestiers durables », dont le « moteur » est de « trouver des moyens de gérer les forêts de façon durable pour répondre aux besoins de six milliards de personnes – neuf milliards en 2050 – en produits de bois et de papier, en énergie renouvelable et neutre en émissions, en services des écosystèmes et en moyens de subsistance sains ». Ici nous voyons ce que veut dire développement durable : davantage de production (et donc de destruction) des forêts du monde, et davantage de plantations industrielles d'arbres.

Le mythe du palmier à huile « durable »

Il y a ensuite la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO), créée par le WWF et plusieurs entreprises de plantation de palmiers à huile. Une vidéo promotionnelle postée sur le site web de la RSPO demande : « Quelles sont les méthodes durables que la RSPO encourage ? ». Les réponses sont révélatrices : plantation de variétés à fort rendement ; emploi de buffles pour transporter les régimes de fruits récoltés, « réduisant ainsi la consommation d'énergie d'origine fossile » ; gestion

des déchets au niveau du broyage ; contrôle intégré des ravageurs ; culture de légumineuses pour ajouter du nitrogène au sol ; replantation sans brûlage ; efficacité énergétique dans le processus d'extraction avec transformation des déchets en biocarburant et en biogaz ; défense de la sécurité au travail et soins de santé appropriés ; mesures pour la protection de la diversité biologique ; soutien des communautés locales et de l'éducation des enfants.

Ces choses-là, l'industrie de l'huile de palme devrait les faire de toute façon, mais l'hypocrisie des deux dernières est à vous couper le souffle. La principale responsable de la destruction des forêts malaises et indonésiennes et les moyens d'existence de milliers d'habitants et d'autochtones déclare maintenant qu'elle encourage la protection de la diversité biologique et la subsistance des communautés locales ! Ce serait bien si c'était vrai... mais non.

Revenons à la vidéo. Pendant que la caméra parcourt une plantation de palmiers à huile, le présentateur nous dit tranquillement :

« Tandis que d'autres industries agricoles se contentent de solutions vertes superficielles, il est évident pour beaucoup de personnes que l'huile de palme durable pourrait être un effort révolutionnaire et historique, un phare d'espoir et d'inspiration. »

Plusieurs ONG (autres que celles des cadres costumés dont je parlais plus haut) ont travaillé dur pour que la RSPO adopte des normes exigeantes. Il y a un Protocole de certification, un Code de conduite et des Principes et critères qui incluent les droits des peuples autochtones et le droit au consentement préalable, libre et en connaissance de cause.

Pourtant, les abus continuent. En juin 2010, des centaines de petits propriétaires de plantations de palmier à huile ont protesté à Riau, Sumatra, parce que Tri Bakti Sarimas, membre de la RSPO, n'avait pas tenu sa promesse de rendre la terre aux paysans. Pendant la manifestation, un officier de la Brigade mobile de police a abattu une femme. Plusieurs autres manifestants ont été blessés ou arrêtés.

Le défaut le plus gros de la RSPO est peut-être qu'elle ne fait rien contre l'expansion permanente de l'industrie. D'après les estimations de l'ONG elle prévoit d'élargir de 26,7 millions d'hectares ses plantations indonésiennes.

Il est inévitablement contradictoire de qualifier de « durable » un produit cultivé dans d'énormes plantations en régime de monoculture. Or, dans le cas du palmier à huile cultivé dans le Sud-Est de l'Asie, cette méthode est la seule possible, comme l'explique Marcus Colchester, du Forest Peoples Programme, dans un récent rapport intitulé « L'huile de palme et les peuples autochtones du Sud-Est de l'Asie » :

« Pour obtenir une production maximale d'une étendue de terre minimale il convient planter les palmiers à des intervalles réguliers et en régime de monoculture. Du fait que l'huile contenue dans les lourds régimes de fruits mûrs perd rapidement ses qualités, les producteurs doivent porter ces fruits au pressoir, où l'huile sera extraite et stabilisée, dans un délai de 48 heures. Ils ont donc besoin de routes qui, à leur tour, ont besoin d'être entretenues. »

Que les plantations appartiennent à une entreprise ou à un système de petits propriétaires, dans tous les cas il faut qu'elles soient très larges – de quatre à cinq hectares par usine – pour maintenir en fonctionnement les presses à huile, d'après les estimations de Colchester.

Les grandes plantations ont détruit l'habitat des éléphants, des tigres, des orangs-outangs et de bien d'autres espèces. Elles ont donné lieu à de graves violations des droits de l'homme qui ont été documentées au cours des six dernières années dans plusieurs rapports des ONG. « L'acquisition de terres pour de grands établissements ou des systèmes de petits propriétaires viole le droit à la propriété des peuples autochtones », écrit Colchester. « Leurs terres leur sont enlevées sans paiement et irrémédiablement. » Le Bureau national du territoire indonésien déclare qu'il y a environ 3 500 litiges d'ordre foncier dans le pays.

Le carbone : une nouvelle monoculture ?

En mai 2010, les gouvernements indonésien et norvégien ont signé une lettre d'intention pour un contrat de déboisement évité d'un milliard de dollars. Dans le cadre de ce contrat, le gouvernement indonésien a annoncé la suspension pendant deux ans de toute nouvelle concession dans les forêts ou les tourbières. Le gouvernement n'a pas été clair quant à ce que cette suspension signifie vraiment. Certains fonctionnaires disent qu'elle s'appliquera à un minimum de 26,7 millions d'hectares sur lesquels l'industrie de l'huile de palme prévoit d'étendre ses plantations. Agus Purnomo, chef du Conseil national sur le changement climatique de l'Indonésie, a dit à Reuters qu'au moins une partie de l'argent norvégien serait employé à compenser les entreprises de plantations dont les concessions seraient annulées. « Quand on retire une licence, quand on annule quelque chose, cela coûte de l'argent », dit-il. D'autres fonctionnaires ont dit que le moratoire n'allait pas s'appliquer aux concessions existantes. Si cela est vrai, le moratoire n'aura pratiquement aucun impact sur le déboisement en Indonésie, même pas pendant les deux misérables années où il sera en place.

Les pourparlers internationaux sur la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) risquent même de pousser à éliminer encore des forêts, à assécher des marais et à les affecter à la monoculture en Indonésie. Selon Reuters, en août 2010 Wandojo Siswanto, conseiller particulier du ministre des forêts, aurait dit que « S'il le système REDD est approuvé, nos plantations de palmier à huile pourraient y participer ». Et il a ajouté : « Je pense qu'il suffirait de dire que les plantations de palmiers à huile pourraient atténuer le changement climatique en piégeant du carbone ». Il a dit que les plantations existantes ou en projet sur des terres dégradées pourraient être éligibles pour obtenir des crédits carbone.

Le problème, comme le Mouvement mondial pour les forêts tropicales et d'autres l'ont signalé maintes et maintes fois, est que les Nations unies ne reconnaissent pas que les plantations ne sont pas des forêts. Dans le monde bizarre des négociations de l'ONU sur le changement climatique, la définition actuelle de forêt ne fait pas de différence entre les forêts indigènes et les plantations industrielles d'arbres.

Même si le système REDD fonctionne comme il doit et évite le déboisement au lieu d'encourager l'expansion des plantations, il y a encore des risques. Une nouvelle forme de foresterie « scientifique » commence à apparaître, dont les experts apprennent aux communautés locales à gérer les forêts en tant que puits de carbone. Les connaissances de la forêt et de leur gestion que possèdent ces communautés doivent s'adapter à la nouvelle économie du carbone. Les forêts pourraient devenir des 'monocultures' de carbone, destinées à produire un seul produit : des crédits-carbone destinés à sortir d'affaire les pays du Nord qui n'ont pas réussi à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Comme dans n'importe quelle plantation en régime de monoculture, la productivité (en crédits) augmenterait peut-être, mais la productivité telle que l'entendent les communautés locales pourrait diminuer.

Bien entendu, les peuples autochtones et les communautés locales ne sont pas restés les bras croisés. Beaucoup d'entre eux sont en train d'exiger que dans tout accord international sur REDD figure le plein respect de leurs droits. Leur message est clair : « Sans droits, pas de REDD ».

En avril 2009, plus de 400 peuples autochtones se sont réunis à Anchorage, en Alaska, pour le Sommet mondial des peuples autochtones sur le changement climatique. Ils ont produit la Déclaration d'Anchorage, où ils rejettent spécifiquement les échanges de carbone et les compensations en tant que fausses solutions du changement climatique. À propos de REDD, la déclaration dit :

« Toutes les initiatives prises au sein du Programme pour la réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation (REDD) doivent s'assurer qu'elles reconnaissent et mettent en place les droits humains des peuples indigènes, y compris la sécurité de leurs baux fonciers, de leur propriété, de la reconnaissance de leur propriété des terres de façon traditionnelle, les usages et lois coutumières et les bénéfices multiples des forêts pour le climat, les écosystèmes et les peuples, avant que toute action soit prise. » [http://www.forestpeoples.org/documents/forest_issues/anchorage_declaration_apr09_fr.pdf]

D'autres s'opposent absolument au système REDD. La Vía Campesina, un mouvement international de paysans et de petits agriculteurs qui a près de 300 millions de membres, déclare que « l'initiative REDD+ doit être rejetée ». Les peuples autochtones présents à la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-mère, organisée en avril 2010 en Bolivie, ont déclaré :

« Nous condamnons les mécanismes de marché tels que REDD (réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts) ainsi que ses versions + et ++, qui violent la souveraineté des peuples et leur droit à un choix préalable librement consenti, de même que la souveraineté des États nationaux, les coutumes des peuples et les droits de la nature. » [<http://cmpcc.org/2010/05/20/accord-des-peuples/#more-2041>]

En août 2010, le Forum social des Amériques a rejeté REDD :

« Nous dénonçons les gouvernements des pays du Nord géopolitique qui, plutôt que de penser à faire face aux graves conséquences du changement climatique, cherchent à éviter leurs responsabilités et à développer de nouveaux mécanismes de marché du carbone pour accroître leurs profits, comme le mécanisme de "Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts » (REDD), qui favorise la marchandisation et la privatisation des forêts et la perte de souveraineté sur les territoires. Nous refusons de tels mécanismes. » [<http://www.convergencedeslutt.es/fr/index.php?post/2010/08/31/QUATRIEME-FORUM-SOCIAL-DES-AMERIQUES>]